BRÉSIL - Le fossé entre les classes sociales

Wladimir Pomar

jeudi 12 décembre 2013, mis en ligne par colaborador@s extern@s

Le débat au sujet des classes sociales a repris récemment au Brésil, après que certaines fractions de la population aient conquis du pouvoir d'achat suite à la création d'emplois, à l'augmentation du salaire minimum [1], et à des transferts de revenus. En se basant sur le revenu, il y aurait alors une classe basse (9,5%), une nouvelle classe moyenne (50,5%) et une classe haute (42%).

L'économiste Marcio Pochmann a montré qu'en 2009 83% de la population avait un revenu inférieur à 3 salaires minimums, 58,8% en avait un inférieur à 1,5 salaires minimums et 7,2% avait un revenu au-dessus de cinq salaires minimums.

Il a également exposé que 12% des familles pouvaient avoir de 1 à 2 employés de maison, que 1% pouvaient en employer 20 ou davantage, mais que 87% ne pouvaient en employer aucun. Ceci révèle l'existence de fossés entre les classes (haute, moyenne et basse) liés aux différences entre le monde du travail et monde de la propriété.

Ces mondes résultent de deux grandes transformations sociales au Brésil. La première quand, en absence de réforme agraire, les esclaves sont devenus des travailleurs ruraux pauvres liés au *latifundio*. La deuxième quand, à partir de 1964, la classe des grands propriétaires qui vivaient du revenu de la terre fut transformée par l'État militaire – grâce à des apports de capitaux – en classe capitaliste rurale : l'« agrobusiness ». Celle-ci ne vit plus seulement du revenu de la terre mais possède des moyens de production modernes et utilise des salariés, qualifiés ou non.

Cette modernisation de la propriété du capital a causé de profonds changements dans le monde du travail. Elle a expulsé des millions de travailleurs ruraux pauvres des terres où ils vivaient. Il en est résulté un des plus importants mouvements migratoires de l'histoire du Brésil, l'augmentation des bidonvilles et la création d'une force de travail bon marché pour le miracle économique de la dictature.

Cela a anéanti le poids social du paysannat, réduit le nombre de propriétaires des moyens de production agricoles et des petits domaines. L'« agrobusiness » s'est approprié les terres soit en les achetant, soit en les acquérant illégalement.

Parallèlement la stagnation économique, du milieu des années 1970 à 2002, a fait qu'une grande partie de cette main-d'œuvre en réserve demeure pendant plus de deux générations privée d'emploi, de scolarité et de formation professionnelle. La situation a commencé à changer à partir de 2003 avec les programmes de transfert de revenus, d'augmentation du salaire minimum et de croissance économique. Alors une nouvelle classe de travailleurs salariés de l'industrie, du commerce et des services, a émergé, en plus de la fraction rurale travaillant pour l'« agrobusiness ».

Actuellement

Dans ces conditions on peut dire qu'on se trouve actuellement devant quatre grandes classes sociales au Brésil.

En premier lieu la classe propriétaire capitaliste (la bourgeoisie) constituée de grands et moyens entrepreneurs agricoles, banquiers, actionnaires, rentiers, industriels, commerçants et services, ayant tendance à se concentrer en grandes corporations réunissant leurs composantes sous la domination hégémonique de la bourgeoisie financière.

En deuxième lieu, la classe propriétaire de petits moyens de production avec lesquels elle travaille directement ou avec un petit nombre de salariés. Dans certains cas elle est elle-même salariée afin de compléter son petit capital. Cette classe - la petite bourgeoisie - possède une partie des industries rurales de commerce et de services.

En troisième lieu, la classe des travailleurs salariés qui ne possèdent que leur force de travail.

En quatrième lieu, on trouve une classe « lumpen », déguenillée, marginalisée, exclue, formant une grande partie de la main-d'œuvre de réserve, plongée dans le chômage, vivant dans des conditions sous humaines, ne pouvant pas accéder au marché du travail actuel.

Ces classes et leurs subdivisions peuvent coopérer, collaborer et s'unir aussi bien qu'entrer en compétition, en conflit ou se diviser, en fonction de leurs intérêts propres. Méconnaissant ces intérêts et la façon dont ils se manifestent à chaque instant, il est difficile de comprendre les actions de leurs représentants idéologiques et politiques.

Combien gagnent les familles brésiliennes

Population en %	**Revenu en salaire minimum**
11	Non déclaré
47,8	Moins de 1,5
25	1,5 à 3
9	3 à 5
7,2	Plus de 5

Wladimir Pomar est analyste politique et écrivain.

– Source (portugais) : *Sem terra* n°421*, avril-mai-juin 2013.*
– *Traduction :* ***Jean-Luc Pelletier****.*

Notes

[1] Actuellement 678 reais soit 212 euros – NdT.